

Antibes-Juan

Eurosud publicité : 04.92.90.43.50
Rédaction : 1, place Guynemer - Tél : 04.92.90.40.50 - antibes@nicematin.fr

Le logement, la priorité absolue de Pierre Laurent

Le secrétaire national du Parti communiste a participé, hier après-midi, à la permanence hebdomadaire des « naufragés » au siège de l'avenue Pasteur

Dans le cadre de sa tournée dans l'Hexagone (lire l'interview en pages Informations générales), le sénateur et secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, a fait halte, hier après-midi, à la permanence hebdomadaire de l'avenue Pasteur où les militants du PCF accueillent « les naufragés du logement ». Ils étaient une vingtaine autour de la table à expliquer, détails et émotion à l'appui, des situations difficiles qui durent parfois depuis des années. « Je suis dans un appartement inadapté avec un mari handicapé. On vous ferme les portes partout, c'est aberrant ». « Je vis au deuxième étage sans ascenseur alors que je suis sous oxygène ». « Je paye 700 euros par mois pour un trois pièces, sans chauffage, avec deux grands enfants dans la même chambre ». « Depuis le 4 décembre, l'ascenseur de l'immeuble est en panne, alors que des personnes âgées habitent au 6^e étage. J'ai des problèmes de genoux, je n'arrive plus à monter les escaliers ». « J'ai attendu pendant 20 mois mon appartement dans un foyer. J'étais avec mes deux enfants dans 20 mètres carrés. Il n'est pas normal de passer par tout ça pour avoir un logement social ».

« Une marchandise qui sert à faire de l'argent »

Autant d'exemples portés par des femmes en colère ou lasses d'attente et de démarche pour améliorer



Le sénateur et patron du PCF a longuement écouté les témoignages de locataires qui se battent parfois depuis des années.

(Photo Patrick Clementé)

rer leurs conditions de vie. Face à elles, des élus qui connaissent bien le sujet.

A commencer par la conseillère municipale Cécile Dumas (par ailleurs secrétaire départementale du PCF) : « Il y a un manque de volonté des politiques de construire des logements sociaux. Nous sommes dans une ville qui atteint seulement 7 % de logements sociaux [NDLR : 25 % fixés par la loi ALUR]. Vous avez ici des menacés d'expulsions, des priorita-

res de la loi Dalo, des locataires de logements insalubres ou soumis aux marchands de sommeil, des personnes qui attendent depuis parfois douze ans ». Son collègue à la Région, Gérard Piel, cite, lui, l'exemple de l'ensemble HLM les Châtaigniers (Côte d'Azur Habitat), « avec des batailles incessantes des locataires pour une considération des familles qui habitent parfois là depuis longtemps. 75 % de la population des Alpes-Maritimes est éligible au loge-

ment social ».

Après une écoute attentive, le patron du PCF explique sa vision des choses : Le logement, ce n'est pas seulement un toit, c'est une question de dignité. Si on veut permettre aux gens de vivre dignement, c'est fondamental. Comme l'école et la santé, c'est une priorité absolue. Le problème en France, et dans cette région, c'est qu'on ne fait pas du logement un droit, mais une marchandise sur laquelle des gens se font de l'argent. Les chiffres sont effrayants, avec 7 à 8 millions de mal-logés en France. Le logement, c'est un des plus gros scandales dans ce pays ».

Cette visite a permis aussi à Pierre Laurent de féliciter les militants, « comme Cécile Dumas et Gérard Piel pour empêcher que des situations extrêmes ne s'aggravent. Ici, sur le littoral, la plupart des communes sont en dessous de la loi concernant le logement social. Dans ce département, il y a de l'argent. Les moyens existent donc mais les inégalités sont considérables. C'est une bataille que l'on mène en permanence, sur le terrain, avec les familles concernées. Il faudrait construire 500 000 logements par an en France, or la construction baisse. On préfère construire moins mais que cela rapporte au lieu de proposer des logements adaptés au plus grand nombre ».

RODOLPHE PETÉ
rpete@nicematin.fr

- Lire également en pages Informations générales.